



Affaire suivie par : SERN/PEB  
Téléphone : 04 67 46 60 00  
Mél : ddtm-secheresse@herault.gouv.fr

04 FEV. 2026

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2026-02-16661**

**abrogeant l'arrêté n° DDTM34-2026-01-16575 du 14 janvier 2026 portant mise en place des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le cadre de la gestion de la sécheresse**

La préfète de l'Hérault

*Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3, L.211-8, L.214-1 et 6, L.215-7 et 10 ;

**VU** la circulaire du 4 juillet 2005 relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse ;

**VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

**VU** le guide national de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse édité en mai 2023 par le ministère de la transition écologique ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du Bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

**VU** le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de Mme Chantal MAUCHET en qualité de préfète de l'Hérault ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2025-12-DRCL-0581 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature du préfet du département de l'Hérault à Monsieur Fabrice LEVASSORT, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

**VU** l'arrêté cadre départemental n°DDTM34-2025-04-15839 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en période de sécheresse

dans le département de l'Hérault ;

**VU** l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2026-01-16575 du 14 janvier 2026 instaurant des mesures de restriction temporaires des usages de l'eau ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SAFEB-2026-001 du 21 janvier 2026 du département de l'Aude levant les restrictions sur le canal du Midi et sur le bassin versant de l'Argent-double ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°30-2025-09-26-00001 du 26 septembre 2025 du département du Gard abrogeant les mesures de restriction temporaire des usages de l'eau dans le Gard ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 du département du Tarn levant les mesures de restrictions au 31 octobre 2025, notamment sur le bassin versant de l'Agout et sur le bassin versant du Thoré ;

Considérant que les niveaux de gravité de la sécheresse décidés par les préfets des départements pilotes des zones limitrophes non pilotées par la préfète de l'Hérault doivent être suivis ;

Considérant que les niveaux de l'ensemble des cours d'eau et des nappes alluviales se sont considérablement améliorés ;

Considérant une hausse généralisée des niveaux des eaux souterraines ;

Considérant que, compte-tenu de cette situation, il y a lieu de lever les mesures de sensibilisation et de restrictions d'usages de l'eau visant à garantir les usages prioritaires d'alimentation en eau potable, de sécurité et de salubrité publique ;

Considérant la date programmée du prochain comité ressource en eau le 9 avril 2026 ;

Sur proposition de monsieur le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2026-01-16575 du 14 janvier 2026 instaurant des mesures de restrictions temporaires des usages de l'eau est abrogé.

**ARTICLE 2 :** le présent arrêté sera affiché à la préfecture, aux sous-préfectures de Béziers et de Lodève, ainsi que dans les mairies. Il sera publié sur le site IDE des services de l'État et au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 3 :** La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34 000 Montpellier, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux est tenu à peine d'irrecevabilité de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**ARTICLE 4 :** les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le sous-préfet de l'arrondissement de Béziers, le sous-préfet de l'arrondissement de Lodève, le colonel

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service eau risques nature**

commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'office français pour la biodiversité, les maires, les chefs des services de l'État concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète  
Pour la Préfète de l'Hérault  
et par déléation,  
le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer  
Fabrice LEVASSORT

